

LA CRISE PÉTROLIÈRE

POINT DE VUE

FACE AU CHANTAGE

Par
JACQUES SOUSTELLE (*)

CERTAINS ont été offusqués parce que, prenant la parole à l'Assemblée nationale le 23 novembre, j'ai rappelé qu'en renonçant au Sahara en 1962 les dirigeants français d'alors avaient renoncé du même coup à l'indépendance énergétique de notre pays.

M. Charbonnel a cru faire justice de cette affirmation en me taxant de « nostalgique impériale » (1). Mais une repartie de réunion politique ne change rien aux réalités. Le fait historique est là.

Cela dit, je suis le premier à convenir qu'il faut dépasser la simple constatation de ce fait. Mon propos n'est pas de discuter le bien-fondé de la décision de « dégagement » prise en 1962, mais de montrer que toute politique comporte sa logique : si erreur il y a eu, ce fut précisément le défaut de logique quant aux conséquences d'une certaine décision. Et cette observation ne joue pas seulement pour le passé : elle doit permettre d'éclairer l'avenir.

Dès lors qu'avec les accords d'Evian, dont pas une personne de bon sens ne pouvait douter qu'ils seraient très rapidement caducs, la France avait remis au bon plaisir du régime algérien une large part de son approvisionnement en pétrole et en gaz à partir du Sahara, une nouvelle politique énergétique devait être définie.

Elle aurait dû, de toute évidence, reposer sur cinq piliers :

- 1) La diversification des sources de pétrole.
- 2) Le maintien de l'extraction de la houille.
- 3) L'équipement des cours d'eau et des côtes (énergie marémotrice) en vue de la production d'électricité.
- 4) La priorité absolue aux recherches et aux réalisations dans le domaine de l'atome « pacifique ».
- 5) L'exploration accélérée de nouvelles ressources énergétiques possibles, telles que l'énergie solaire, la géothermie, etc.

Or ce n'est pas du tout ce que nos gouvernements ont fait.

Ils ont tout mis sur l'hypothèse d'un pétrole abondant et bon marché grâce à l'inaltérable « amitié » franco-arabe.

On a passé, certes, des contrats avec divers fournisseurs de brut, mais presque entièrement dans le monde arabe. On a continué à fermer des puits de mines et à ralentir l'extraction du charbon, même quand l'Amérique et l'Angleterre reprenaient leurs investissements dans les houillères, ce qui aurait dû nous alerter. On a abandonné les plans d'équipement qui auraient permis d'augmenter notre production d'énergie hydraulique. On a dépensé des milliers de milliards pour faire exploser des bombes A et H, mais on n'a rien fait pour raccourcir les délais, hélas encore énormes ! qui nous séparent du moment où la France disposera d'électricité nucléaire en quantité suffisante.

En se reposant sur le mol oreiller d'une politique qui devait, assurait-on, résoudre tous les problèmes, pour la France seule en cas de besoin, nos dirigeants ont laissé passer les années : notre dépendance envers les Arabes est aujourd'hui totale.

Ils peuvent à leur gré déchaîner chez nous le chômage, ruiner notre économie, saper le régime. Leurs émissaires viennent ici, le verbe haut, nous dicter notre conduite.

Je ne m'appesantirai pas sur l'aspect politique de la crise. L'Europe y survivra-t-elle ? Et si elle y survit, sera-ce dans l'humiliation, dans une intolérable complicité avec le génocide que les Arabes dits « conservateurs » tels que le roi Fayçal, au même titre que les « révolutionnaires » comme Kadhafi, veulent à tout prix perpétrer ?

Je ne veux traiter ici que de l'impasse économique où nous sommes désormais enfoncés. Il est vain de croire ou de faire croire que la France puisse demeurer seule à l'abri de la tempête. L'anastomose de notre économie avec celles de nos voisins et partenaires est trop poussée. Si l'Allemagne se porte mal, si la Bourse de Zurich s'effondre, si l'Angleterre n'achète plus, si Wall Street s'affoie, Paris n'échappera pas à la contagion.

A court terme, il n'y a rien de mieux à faire que de ménager nos ressources, d'accepter des sacrifices (devant lesquels le gouvernement hésite, de peur que sa fameuse politique arabe n'apparaisse comme ce qu'elle est, c'est-à-dire un fiasco), et surtout de nous concerter avec le reste de l'Europe, avec le Japon, avec les Etats-Unis, pour que cesse la dispersion qui favorise le chantage.

A plus long terme, il faut, quel qu'en soit le prix — et même s'il faut renoncer pour cela à des dépenses telles que l'aide au tiers-monde (pourquoi, d'ailleurs, les émirs ruisselant d'or n'aideraient-ils pas, eux, les pays pauvres ?) — développer les sources d'énergie qui ne dépendent que de nous.

(1) Le Monde daté 25-26 novembre 1973, page 2.

d'achèvement entre Lyon et la mer, et produiront 1 700 000 000 de kilowatts-heures.

Il reste donc six opérations à mener à bien, dont une (Vaugris, au sud de Lyon) est inscrite au VI^e Plan mais n'a pas encore reçu — fin 1973 ! — aucun commencement d'exécution, et cinq, de Lyon à Genève, ont été étudiées, préparées, n'attendent qu'une décision du gouvernement. Plus de 2 000 000 000 de kilowatts-heures seraient produits par ces installations.

Ce qui vaut pour le Rhône vaut certainement pour d'autres cours d'eau, et aussi pour l'utilisation des marées sur nos côtes occidentales.

C'est un gigantesque effort de recherche, d'imagination et de réalisation que le gouvernement devrait animer, en disant la vérité au pays au lieu de l'endormir par des propos léniants, et que le Parlement soutiendrait sans réticence en votant les crédits nécessaires, d'autant plus que cet effort permettrait de combattre efficacement le chômage des travailleurs et des cadres.

Se décidera-t-on à sortir de l'ornière ? Admettra-t-on les erreurs du passé et la nécessité de déchirer le voile des illusions ? Faute de cette volonté, la France court le risque de s'insérer dans un morne déclin.

(*) Député du Rhône (non inscrit), ancien ministre.

Le charbon, dit-on, n'est pas « rentable ». Je répons que tout est plus rentable qu'un pétrole qui nous met à la merci de lointains potentats. Il faut arrêter le déclin des charbonnages. Nous avons d'excellents mineurs qui ne demandent qu'à travailler. Maintenant que le pétrole est rare, cher, grevé d'hypothèques politiques, donnons du travail à ceux qui savent exploiter le charbon. Si nous devons payer cher, j'aime mieux que notre argent aille aux mineurs de la Loire ou de nos Cévennes plutôt qu'aux cheikhs multimilliardaires du golfe Persique.

On doit, sans attendre un instant, reprendre les plans d'équipement de nos fleuves. Certains prétendent que tout ce qui pouvait être utilisé en France l'a été : c'est faux. J'en donnerai comme exemple le Rhône.

Les projets initiaux de l'aménagement hydro-électrique de ce grand fleuve, établis après la seconde guerre mondiale, comprenaient au total 18 aménagements, dont 12 entre Lyon et la mer et 6 entre Lyon et le lac de Genève.

Dix installations seulement ont été réalisées, dont une seule (Génissiat) entre Lyon et Genève. Elles fournissent annuellement 12 500 000 000 de kilowatts-heures. Deux sont en cours

6

M. Jacques Soustelle, député non-inscrit du Rhône, président de Progrès et Liberté, écrit notamment dans le numéro de décembre de la publication de ce mouvement : « Il appartient au chef de l'Etat de prendre ses responsabilités. Il en a le pouvoir et il en a le devoir. Qu'il forme, sous son égide, un gouvernement d'union et d'action nationales s'appuyant sur une majorité nouvelle élargie vers le centre et la gauche démocratique. Seuls devraient être exclus de ce rassemblement les communistes et les « ultras » du gaullisme. Ce gouvernement devrait se fixer un programme limité qu'il s'engagerait à appliquer en étroite collaboration avec le Parlement. »

Parmi les mesures préconisées par M. Soustelle, figurent la « réduction massive des dépenses publiques », la « réforme immédiate de la fiscalité et des impôts locaux », la lutte contre le chômage « si nécessaire par la compression du nombre des travailleurs immigrés », le changement « profond » de la politique extérieure par des « initiatives en vue de la mise en place d'institutions économiques et politiques de l'Europe, la résistance au chantage arabe, des mesures de rétorsion à l'égard des pays auteurs de l'agression économique contre l'Europe, l'aide à Israël ».